

Publié le 06/07/2019 à 03:53

## **La trésorerie risque de disparaître**

*La trésorerie d'Auvergne ne résistera peut-être pas à la vague de fermetures que dénoncent les syndicats*

Pascal Bayoni, maire de Beaumont-sur-Lèze et vice-président de la Communauté de communes du bassin auvergnais au développement culturel et sportif vient de transmettre à tous les élus communautaires et à la presse locale un courrier des syndicats «Solidarités finances publiques 31» «CGT» «FO» «CFDT».

Il écrit que «Contrairement à ce qui est annoncé par le gouvernement, le service public de la Direction générale des finances publiques, va bel et bien subir des coupes sombres. La trésorerie d'Auvergne fait partie des seize établissements qui sont dans le collimateur et sont appelés à disparaître, cela même si en contrepartie des ouvertures de services partiels a minima sont mis en avant. Le modèle actuel de la présence postale en milieu rural est dupliqué ici et chacun peut concrètement se rendre compte de ce que devient un service dit public dans ce cas de figure. Il me semble que le prochain conseil communautaire pourrait en débattre».

### **Seize trésoreries concernées dans le département**

Pour ce qui est des syndicats, ils dénoncent dans leur communiqué la fermeture probable de seize trésoreries dans le département. Elles seraient remplacées par des points de contact «dans lesquels aucun agent de pleine compétence n'est prévu ou possible», indiquent-ils, précisant aussi que «l'aide aux usagers se limitera pour l'essentiel à l'aide à la connexion sur internet et l'accompagnement à la prise de rendez-vous. Les collectivités n'auront plus en face d'elle un interlocuteur qui connaît et appréhende l'intégralité de leur situation. Les services de publicité foncière vont fusionner et que le fichier immobilier va être en partie livré aux notaires et dénoncent que le plan cadastral va être transféré à l'IGN sans autre forme de procès». Le projet sera bouclé par la direction régionale et le ministre en octobre. Ils prônent la cause commune : «Tout est donc possible si ensemble nous nous mobilisons : des délibérations, des interpellations du directeur du ministre, des débats publics, des pétitions citoyennes. Cette bataille nous les appelons à la mener avec nous pour montrer aux citoyens la nécessité de pérenniser et d'améliorer un service public de pleine compétence efficace et proche de la population.»